



Pour une politique cohérente de l'énergie

Le recours à l'énergie nucléaire dans les années 70, considéré comme une solution miracle aux chocs pétroliers, a mené à une impasse et fait planer sur notre pays un danger constant avec sa cohorte de risques d'accidents et de déchets radioactifs. Extrêmement difficile à maîtriser, très coûteuse, l'énergie nucléaire n'a pas répondu aux fonctions que l'on attendait d'elle.

En fait, il est de plus en plus évident que la production nucléaire actuelle pourrait paradoxalement être compensée par une autre source d'énergie, beaucoup moins coûteuse : les économies d'énergie ! Les Verts préconisent donc l'arrêt de la production nucléaire et la concentration de tous les efforts vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie.

Le nucléaire : une technologie mal maîtrisée

Three Mile Island, Tchernobyl sont les exemples les plus connus et les plus frappants du manque de maîtrise de l'énergie nucléaire. Mais il existe de nombreux autres exemples d'incidents ou d'accidents liés aux difficultés du confinement de la radioactivité.

Le facteur humain est la cause potentielle d'accidents la plus importante. A mesure que le nucléaire se banalise, la vigilance humaine faiblit. Ne vient-on pas de voir aux Etats-Unis une centrale fermée par les services de sécurité parce que le personnel dormait ou s'occupait de tout autre chose que de sa mission de surveillance ? Et chez nous, n'a-t-on pas constaté

qu'une réparation avait été faite sur un réacteur en fonctionnement de la centrale de Tricastin, au mépris de toutes les règles de sécurité, et ce uniquement pour obtenir une meilleure productivité. A cause de la moindre vigilance humaine, la probabilité d'accident augmente plus vite que le nombre de centrales.

De surcroît, le transport des combustibles et des déchets irradiés présente, lui aussi, de graves dangers et on ne sait que faire des déchets de l'industrie nucléaire. Certains des radioéléments artificiels ainsi créés ont de telles périodes de vie (quelquefois de l'ordre du million d'années) qu'assurer leur confinement

pendant une si grande durée est pratiquement impossible et l'est totalement au stade actuel de la technologie.

Plus grave encore, les effets sur l'être humain des rayonnements ionisants et, en particulier, la dose maximale admissible, ne sont pas encore bien connus : depuis un siècle que la radioactivité est étudiée, la dose maximale permise a régulièrement diminué au fur et à mesure que l'on pouvait mesurer les effets à long terme de l'irradiation. A tel point que l'on ne sait pas si le nombre des morts par cancer induit par Tchernobyl sera de l'ordre de 50 000 ou de 500 000.

Une technologie contestable

Au moment du premier choc pétrolier, un certain nombre de "lois" semblaient établies. En particulier, une augmentation de production s'accompagnait d'une augmentation proportionnelle de la consommation d'énergie, et la consommation électrique doublait tous les dix ans.

C'est sur ces bases que le programme électronucléaire a été engagé. Mais la hausse du prix de l'énergie a incité industriels et particuliers à moins la gaspiller. La

consommation n'a pas subi la hausse prévue, l'efficacité énergétique a augmenté et le programme électronucléaire s'est révélé largement surdimensionné.

Aussi a-t-on dû chercher d'autres débouchés pour l'électricité produite. Le premier a été un encouragement pour le chauffage électrique intégré. Mais, en raison d'une consommation très concentrée sur l'hiver, il s'avère que le chauffage électrique consomme plus de combustibles

fossiles (charbon, pétrole, gaz) car il faut démarrer des centrales thermiques pour fournir l'électricité pendant quelques jours froids ; de plus, il est plus coûteux pour le consommateur que les autres systèmes de chauffage. Un second débouché a été trouvé : l'exportation. Mais si l'opération est rentable pour EDF, elle est néfaste pour notre économie, car l'électricité est vendue plus cher aux industriels français qu'à leurs concurrents étrangers.

Une technologie trop coûteuse

Un des avantages du nucléaire mis en avant par ses partisans est le coût de l'électricité produite. Il est plus faible, d'après eux, que celui de l'électricité concurrente, produite à partir du charbon. Les prévisions publiées fin 1985 pour les centrales mises en service en 1992 font état d'un avantage du nucléaire pour des cen-

trales fonctionnant plus de 3 100 heures par an.

Mais le mode de calcul du prix de revient est fort discutable. L'endettement d'EDF (230 milliards de francs), lié au nucléaire, ne lui est pas imputé ; les frais de recherche (40 milliards de francs pour les seuls surgénérateurs), financés en grande

partie par le budget de l'Etat, ne sont pas pris en compte, pas plus que le prix du déclassement des centrales de fin d'exploitation.

En fait, l'électricité nucléaire est toujours plus chère que celle produite par le charbon et, avec la baisse du dollar et des combustibles fossiles depuis 1986, l'avantage en faveur du charbon se creuse.

Une politique pétrolière inadaptée

En ce qui concerne le pétrole, la politique suivie est tout aussi incohérente. Il faut savoir que nous importons du pétrole brut qui est raffiné dans notre pays. Or, on ne peut faire ce que l'on veut du pétrole brut. Sauf emploi de techniques sophistiquées et coûteuses, on obtient, suivant la

qualité du pétrole brut utilisé, un certain pourcentage de fractions légères (essences), une autre part de fractions moyennes (le fuel-oil domestique et le gasoil), une dernière part de fioul lourd et de bitume. Dans notre pays, rien n'est fait pour diminuer la consommation des essences

alors que dans le même temps celle de fioul lourd dans les centrales électriques est réduite à néant. Les raffineurs ont le choix entre se retrouver avec du fioul lourd en surplus (difficilement vendable sur le marché international) ou faire de gros investissements pour obtenir plus d'essences.

Une source presque inexploitée : les économies d'énergie

Depuis le premier choc pétrolier de 1974, un nouvel élément important de la politique énergétique est apparu : l'importance des économies d'énergie. Jusqu'en 1973, chaque fois que le produit intérieur brut augmentait d'une unité, la consommation d'énergie en faisait autant. Depuis, la situation a radicalement changé, puisqu'en 1985 il ne fallait plus que 0,82 unité d'énergie par unité de production. Si l'efficacité énergétique de notre pays n'avait pas autant grandi, la consommation d'énergie en 1985 aurait été plus élevée de 40 millions de TEP (tonnes équivalent pétrole).

L'apport des économies d'énergie a été presque aussi important que celui de l'énergie nucléaire (50 millions de TEP en 1985) et ce pour un coût incomparablement plus faible.

C'est pourquoi les Verts proposent une politique de l'énergie visant à exploiter au maximum la source énergétique la plus abondante de notre pays : les économies d'énergie. Le potentiel encore existant dépasse largement les 30 millions de TEP sans changer le mode de vie de nos concitoyens.

Dans le domaine pétrolier, pour dimi-

nuer les importations, c'est sur la consommation du secteur des transports qu'il faut agir. En particulier, le transport routier des marchandises consomme de 5 à 9 fois plus d'énergie que par le rail. Les Verts proposent de favoriser les transports par le rail et les voies navigables existantes.

Ces propositions vont influencer sur les niveaux de consommation. En particulier, la consommation d'électricité ne devrait plus progresser, elle devrait même baisser.

Etant donné le potentiel de production électrique que notre pays possède, les Verts proposent :

Le déclassement du nucléaire

● l'arrêt de la mise en chantier de nouvelles centrales nucléaires et le transfert des investissements correspondants vers les économies d'énergie, entre autres vers le budget de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) ;

● l'arrêt des deux surgénérateurs prototypes existant en France. D'une technologie immature, encore plus dangereuse

que celle du nucléaire classique, ils sont sans avenir industriel et très coûteux ;

● l'arrêt du retraitement des combustibles irradiés des centrales françaises, justifié uniquement par les surgénérateurs et la demande militaire, et l'arrêt des négociations de nouveaux contrats de retraitement avec les pays étrangers ;

● la mise sous cocon (c'est-à-dire la

conservation en l'état) des centrales nucléaires en cours de construction ;

● au fur et à mesure de la baisse de la consommation électrique, l'arrêt des centrales nucléaires existantes, en commençant par celles de la filière graphite-gaz qui sont les plus anciennes, les plus dangereuses et les moins productives.

Maîtriser la consommation d'électricité

A la fin du prochain septennat, le potentiel de l'hydraulique et des centrales thermiques à charbon ou au fioul sera respectivement de l'ordre de 24 GW (giga-watts) et de 25 GW. Ce potentiel sera à peine inférieur à celui existant en 1977, avant le couplage au réseau de la première grosse centrale nucléaire (Fessenheim) ! Dès lors, le problème de la sortie du nucléaire est moins un problème de capacité de production de remplacement que celui de la résorption de la pointe de consommation d'électricité en hiver.

Pour assurer cette maîtrise de la consommation d'électricité, les Verts proposent :

● L'abandon du développement du chauffage électrique. L'appel de puissance électrique maximal a été de 63 GW en 1987. En 1981, elle n'était encore que

de 42 GW. La différence s'explique par le développement du chauffage électrique qui cause des pointes de consommation l'hiver. En conséquence, une sortie du nucléaire s'avère totalement impossible sans abandon du chauffage électrique. La première mesure à prendre serait donc d'appliquer, dans l'habitat neuf comme dans l'ancien, des primes de raccordement en cas d'usage du chauffage électrique qui répercute sur le consommateur l'intégralité des charges d'investissement qu'il induit au niveau du parc de production et du réseau de distribution.

● Le remplacement progressif des chauffages électriques existants. Son remplacement dans les cinq millions de logements actuellement équipés fera l'objet d'un programme de relance du bâtiment. Le raccordement à des chauffages urbains et le chauffage au bois seront

privilegiés. Ce remplacement permettrait en plus de réduire les charges de chauffage des familles.

● Le développement des économies d'électricité, en particulier dans les applications saisonnières, que ce soit dans l'industrie (économies sur les procédés industriels) ou dans l'habitat : lancement de programme du type "Merlin" comme en Californie pour promouvoir des appareils électroménagers économes, diffusion d'ampoules à faible consommation (11 W au lieu de 60).

● Un changement de politique tarifaire pour ne plus favoriser les particuliers gros consommateurs (abolition des tarifs dégressifs) et faisant payer l'électricité plus cher l'hiver à ceux dont la consommation varie le plus : les utilisateurs de chauffage électrique (tarifs progressifs).



Le nouvel potentiel de production d'électricité

Il serait fait appel, dans l'ordre de priorité suivant, au :

● **Développement des énergies renouvelables.** Avec un recours à l'**hydraulique** (fin de l'équipement des petites chutes aménageables sans nuisances), à l'**éolien** et au **photovoltaïque** en sites isolés, on peut apporter un potentiel de production de 6 GW.

● **Incitation des Industriels à produire de l'électricité** simultanément à leur production de vapeur. Cette cogénération électricité/vapeur constitue de loin le moyen le plus économique de produire de l'électricité. Elle sera appliquée également aux chauffages urbains. Cela ne sera possible qu'avec une élévation des prix de

rachat de l'électricité par EDF et une régionalisation de cet organisme pour obliger à valoriser les opportunités de production locales plutôt qu'à chercher à alimenter le réseau par des centrales gigantesques.

● **La construction en appoint** de centrales à turbines à gaz ou au charbon, peu polluantes (chaudières à lit fluidisé).

La politique d'économie d'énergie

La sortie du nucléaire et le remplacement du chauffage électrique en partie par des combustibles fossiles ne seront possibles qu'accompagnés d'un grand programme d'économies d'énergie. Le potentiel encore existant dépasse largement l'équivalent de 30 millions de tonnes de pétrole de consommation annuelle, soit environ 20 % de cette consommation.

Les Verts proposent les mesures suivantes :

● La stimulation des investissements d'économies d'énergie, entre autre par une relance de l'Agence française de maîtrise de l'énergie (AFME).

● La réintroduction de la possibilité d'avoir fiscal pour les économies d'énergie, supprimée par Edouard Balladur, pour stimuler les particuliers à isoler leur logement, à recourir à l'énergie solaire et à installer un chauffage central.

● Privilégier les économies d'énergie

dans le secteur des transports, notamment par le développement de la voie d'eau et du rail pour le transport de marchandises et des transports en commun urbains pour le transport des personnes.

● Développer les énergies renouvelables : organisation de la filière bois, méthanisation des déchets urbains, développement de la production d'eau chaude solaire (piscines, logements collectifs...), développement de la géothermie.

Ces mesures permettront d'atteindre six buts :

→ **Sortir rapidement du nucléaire.** Cela est possible dans la durée même du septennat, si les mesures nécessaires sont prises dès la première année (notamment concernant le chauffage électrique).

→ **Assurer une sortie du nucléaire sans dégradation du commerce extérieur** dans la mesure où sera engagé simultanément un programme d'économies d'énergie visant les carburants.

→ **Eviter une dégradation de l'environnement** consécutive à des émissions excessives de SO₂ et de CO₂ par un recours prioritaire aux énergies renouve-

lables, à la construction de chauffages urbains plutôt qu'à un remplacement du nucléaire par un potentiel équivalent de centrales thermiques.

→ **Engager**, en liaison avec les syndicats et les Régions, un **programme social** propre à l'énergie, accompagné d'un plan de formation, axé sur les transferts des compétences et des personnels des secteurs en crise (Charbonnages, Framatome, distribution pétrolière) vers la maîtrise de l'énergie qui, elle, crée des emplois.

→ **Financer les investissements** de sortie du nucléaire par la baisse des factures d'énergie payées par les consommateurs grâce aux économies d'énergie réalisées. Il convient de rappeler, pour juger du potentiel d'économies existant, que 30 % de baisse des factures d'énergie des ménages représente 60 milliards de francs par an.

→ **Aider au développement des pays du tiers monde** par une moindre ponction sur les ressources énergétiques et sur les capacités financières de la planète.

Toutes les mesures préconisées ici auront pour effet de considérablement faire diminuer la consommation énergétique dans notre pays, sans que le niveau de vie de chacun soit atteint. Beaucoup d'entre elles (isolation des locaux, transport des marchandises par le rail, etc.) auront même comme conséquence associée une amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens.

Document produit par les Verts. Janvier 1990. Retirage septembre 91.

Pour tout renseignement : **Les Verts**, 50 rue Benoît-Malon, 94250 Gentilly. ☎ (1) 49 08 91 31

Edité par le Groupe Vert au Parlement Européen - **Diffusé** par Les Verts

Supplément à Vert-Contact n° 213 - du 21 au 27 septembre 1991 - ISSN 0298-8089 - CPPAP n° 68.242

Directrice de publication : Claire Joanny - Imprimerie Innov'Imprim, 10 passage St-Michel, Paris 17. Abt : 140 F (52 n°)